

dfi analyse

L'effet Sarkozy – page 1

dfi information

« Les 50 ans de la V^{ème} République » – 23^{ème} colloque annuel de l'Institut Franco-Allemand (dfi) – page 3

Projet urbain, changement démographique et égalité des chances : conférence de la Fondation Wüstenrot et du dfi à Berlin – page 4

« Europe, terre d'immigration » 9^{ème} Dialogue Franco-Allemand à Otzenhausen – page 5

dfi service

Nouveaux services sur Internet sur les thèmes de la France et des relations franco-allemandes – page 6



D'un pas pressé dans l'Élysée : le nouveau président de la France Nicolas Sarkozy veut donner une nouvelle dynamique à la politique française et conserver en même temps ce qui a déjà fait ses preuves. Il reste à voir si les institutions et les mentalités de la V^{ème} République pourront le suivre sur cette voie.

(Source: La Documentation française/AFP)

L'effet Sarkozy

dfi analyse Le plus souvent, surprise politique rime avec mauvaise surprise. Il ne doit pourtant pas en être ainsi. Si on veut en venir à l'essentiel concernant les initiatives et les apparitions du président français nouvellement élu, Nicolas Sarkozy, alors il faut reconnaître que sa capacité à surprendre est tout à fait caractéristique. La formation du gouvernement, en particulier, n'est pas passée inaperçue. Plus d'un allié des temps du gouvernement de Villepin, qui s'est très vite, et non sans risque, rangé aux côtés du candidat Sarkozy, et qui a été un partenaire fidèle au cours de la campagne électorale, ont vu leurs espoirs s'évanouir. Et pourtant, même ceux qui ont été frustrés personnellement sentent que dans cette capacité à réagir de façon inattendue se trouve un élément du phénomène Sarkozy qui pourrait leur profiter un jour ou l'autre. La presse et les critiques politiques ont également été pris à contre-pied par le mouvement d'ouverture. Et si, au début, il semblait encore facile de critiquer une tactique d'ouverture jugée superficielle et focalisée sur Kouchner et Jouyet, après la recomposition de l'équipe gouvernementale qui a suivi les élections législatives, il est devenu difficile d'ignorer une politique de désignation tout à fait surprenante et qu'on ne peut plus réduire

à un gag publicitaire. Deuxième phénomène surprenant : le programme électoral est immédiatement traduit en actions gouvernementales concrètes. Pas un jour sans faire les gros titres, pas de pauses dans la mise en application directe et fébrile de ce qui a été annoncé.

La politique de « rupture tranquille »

Les surprises permettent de prendre une longueur d'avance. Celui qui est doué pour créer la surprise peut difficilement se faire doubler. Il n'est donc probablement pas exagéré de prétendre que les coups de théâtre en question font partie d'une stratégie bien consciente et prévue de longue date. Les études interculturelles ont l'habitude d'attribuer la faculté de réaction à la façon dont les Français organisent leurs projets. Ici, c'est pourtant exactement le contraire : ce que Sarkozy met en scène, c'est l'action ; pas de réaction à diverses influences, mais une conduite ciblée et mûrement réfléchie. Il est particulièrement saisissant d'analyser la stratégie au niveau linguistique. Celui qui veut tout changer, se distancer de ses prédécesseurs, mais sans pour

Lire la suite à la page 2

dfi

Jean François-Poncet nouveau membre au conseil d'administration



Lors de sa réunion le 28 juin, le conseil d'administration du dfi a coopté unanimement comme nouveau membre Jean François-Poncet, Sénateur et ancien ministre des Affaires

étrangères. Cet homme politique qui a rempli des fonctions de très haute responsabilité en France et dont le père fut le Haut Commissaire de la France dans la zone occupée et ensuite premier Ambassadeur à Bonn, s'engage depuis des décennies pour une coopération étroite entre la France et l'Allemagne. Grâce à son élection, le profil franco-allemand et aussi européen du dfi est renforcé, car M. François-Poncet est un des plus fervents défenseurs de la cause européenne en France.

Frank Baasner baasner@dfi.de

Suite de la page 1

autant provoquer de protestations sociales, doit être inventif en matière de rhétorique et bien au-delà au niveau du discours politique. Là, ce n'est pas le hasard qui règne mais bien le calcul. Souvenons nous : « rupture » était le mot d'ordre du programme de Sarkozy, et avant même la désignation des candidats aux présidentielles, il y a eu des débats truffés de références historiques sur les notions de révolution et de réforme entre le premier ministre et le ministre de l'intérieur. Et c'est ainsi qu'on a glissé de la « rupture » vers ce fantastique oxy-more de « rupture tranquille ». Il en va de même en ce qui concerne la semaine des 35 heures. Redonner au travail la place qu'il mérite dans l'échelle des valeurs : c'était la revendication centrale du candidat UMP. La suppression de la semaine des 35 heures serait logique, mais il n'en est pas question. Il proclame une exemption de taxes et d'impôts pour chaque heure de travail supplémentaire, sans toucher au sacrosaintes 35 heures. « Rupture » oui, mais « tranquille ». Sarkozy, l'expert en matière de marché, le spécialiste de la sphère économique, a été discrédité par la gauche comme un néolibéral et un ami des patrons. Avec le plafonnement des charges fiscales et la possible suppression des droits de succession, le plan économique a effectivement tout d'une redistribution du bas vers le haut. Mais en même temps, l'exonération des heures supplémentaires de charges sociales et d'impôt indique une significative hausse du pouvoir d'achat des ménages français. De toute façon, on ne risque pas de trouver une quelconque trace de libéralisme, car Sarkozy s'est clairement prononcé en faveur d'un patriotisme économique typiquement français et pour la suppression (toutefois symbolique) des objectifs

de libre concurrence du traité de l'Union européenne. Plus de marché oui, mais pas sans protection. « Rupture tranquille » tout simplement.

■ Une politique d'images couronnée de succès

En ce qui concerne l'image du nouveau président, on agit avec une habileté stratégique. Un rapide coup d'œil sur les magazines people ainsi qu'une analyse de la présence du président sur Internet montrent que Sarkozy symbolise surtout une chose : le mouvement. Jogging du matin au soir, avec le premier ministre, ou divers partenaires, avec ou sans chien, tout seul sur le peron de l'Élysée, mais toujours avec sa montre au poignet, car le temps est précieux. Changer, c'est faire bouger les choses, cela signifie rompre avec la statique de l'establishment républicain. Et puis là, surprise : le portrait officiel du président qui ornera désormais chaque mairie est exactement le contraire de ce que l'on pouvait attendre face à un tel dynamisme : ce n'est que pur immobilisme. Une nouveauté certes, la présence du drapeau européen à côté du drapeau tricolore ; mais la dynamique du tableau signifie surtout une chose : la République est durable, le président garant de la continuité. Ce qu'on a réussi à faire dans la représentation verbale et iconographique de Sarkozy ressemble fort à la quadrature du cercle. Et ce n'est ni le fruit du hasard, ni une quelconque adaptation à la situation, mais bien un master plan. Car celui qui se prépare pendant des années à être président, qui entend tenir tête à tous les concurrents de son propre camp politique et éviter les actes de sabotage ne peut rien laisser au hasard. Les citoyens semblent le sentir. Il est en effet difficile d'expliquer autrement la remarquable popularité

du président. Des personnes qui peu avant les élections étaient encore réceptives à la diabolisation du candidat Sarkozy ont elles aussi succombé à l'offensive de charme et d'énergie du nouveau président. Ses discours publics, devant les députés UMP ou devant de grandes foules de partisans de différentes villes de France, obéissent toujours aux mêmes procédés rhétoriques et se fondent tant sur la répétition que l'anaphore. De temps à autre on frôle l'incantation sacrale, qui ne restera sûrement pas sans effet. L'exaltation autour de la personne du président, qui a toujours été importante dans la pratique de la V^{ème} République, atteint ici une nouvelle dimension. Omniprésence d'un homme qui peut réussir l'impossible – incarner à la fois rupture et tranquillité.

■ Les frontières du nouveau dynamisme politique

Comme sur une énorme vague, le président surfe au devant de l'application de son programme électoral. Nous savons pourtant que même la plus belle des vagues peut se briser n'importe quand. Ce n'est qu'une question de temps, avant que les premières difficultés sérieuses ne se fassent sentir. Les pierres d'achoppement se retrouvent évidemment dans certains champs de réformes difficiles. Mais la situation se complique du fait que Sarkozy exerce, sur lui-même ainsi que sur l'ensemble de son gouvernement, une pression considérable afin d'obtenir des succès. Celui qui se veut messianique doit pouvoir présenter des coups de maître à n'importe quel moment. Lors du sommet européen, Angela Merkel l'a laissé se présenter comme le véritable initiateur du nouveau mouvement. Il sera plus difficile de traiter les grands dossiers de réformes en matière de politique intérieure. Et au sujet de la réforme des universités, on peut très bien observer qu'à la plus petite résistance, Sarkozy réduit la pression du processus de réforme et table sur le succès des négociations. Mais satisfaire des attentes contradictoires sera encore plus problématique là où les négociations internationales restent en suspens : comment peut-on en effet concilier le cycle de DOHA qui portait sur la libéralisation du commerce international, la « priorité communautaire » et l'idée d'une nouvelle politique africaine équitable ? L'heure de vérité arrivera tôt ou tard. Il est dans l'intérêt collectif que des réformes aboutissent. Espérons que, dans les moments difficiles, on saura réussir des surprises positives et que pour cela des planifications de long terme seront programmées – et pas seulement les planifications qui ont trait à l'obtention ou au maintien du pouvoir.

Résultats de sondages

Les Français font confiance à leur nouveau président

Les résultats de sondage montrent que le style politique nouveau et particulièrement soigné de Nicolas Sarkozy est bien accueilli par la population. Un sondage de juillet réalisé par l'institut TNS-SOFRES pour le « Figaro Magazine » donne des résultats significatifs : 65% des personnes interrogées pensent que Nicolas Sarkozy est en mesure de résoudre les problèmes actuels de la France ; 31% ne lui font pas confiance.

Sarkozy surpasse ainsi son prédécesseur Jacques Chirac, pour qui les résultats récoltés peu après le début de son premier mandat en juin 1995 donnaient 64% d'adhésion contre 32% de désapprobation. Au cours de tout le mandat suivant, Chirac n'a plus jamais obtenu

de pareille approbation, et en mai 2007 la tendance s'est même inversée : 64% des personnes interrogées ne faisaient plus confiance à Chirac pour résoudre les problèmes de la France et seulement 30% étaient d'un avis contraire. Toutefois, la confiance dont a bénéficié Mitterrand au début de son premier mandat était encore plus grande que celle de Nicolas Sarkozy aujourd'hui : en juin 1981, 74% des personnes interrogées jugeaient Mitterrand capable de résoudre les problèmes de la France, et seulement 20% étaient d'un avis différent. Toutes les données sont disponibles [sur le site Internet de TNS-SOFRES](#).

Sebastian Nix nix@dfi.de

Frank Baasner baasner@dfi.de

« Les 50 ans de la V^{ème} République »

23^{ème} colloque annuel du dfi avec le soutien de la Fondation Fritz Thyssen

En 2008, la V^{ème} République célèbrera ses 50 ans, le temps de faire un bilan de santé. Durant toutes ces années, elle a connu de grands changements décisifs et de petites modifications. S'il fallait ramener à une seule conclusion centrale les discussions et les contributions à ce congrès, on pourrait dire : la V^{ème} République se réjouit d'une excellente santé ! Elle a entièrement atteint ses objectifs, qui, compte tenu des expériences de la III^{ème} et IV^{ème} République, consistaient à garantir une stabilité de la majorité politique ainsi qu'un fort pouvoir exécutif.

Jean François-Poncet (Sénateur, ancien ministre), qui débuta sa carrière avant même la création de la V^{ème} République en tant que Haut fonctionnaire à des postes de haute responsabilité, rappela qu'on ne devait pas oublier, malgré les critiques relatives à la faiblesse du Parlement et à la puissance du Président, que la mission primordiale était de stabiliser le pouvoir politique. Si l'on tient compte de cet a priori, il n'est que logique que le nouveau chef de l'Etat accentue encore davantage le rôle exécutif du Président. Le système électoral majoritaire, souligne M. François-Poncet, a conduit à une bipolarisation croissante, qui correspond à ce qu'on peut appeler la forme moderne d'arriver à des majorités politiques, forme que connaissent également l'Angleterre et les USA. Cependant, les intervenants ayant déjà une longue expérience en politique n'ont pas nié le fait qu'une consolidation du Parlement et un renforcement des pouvoirs intermédiaires dans la société soient tout de même souhaitables. Ce « déficit démocratique » était un des thèmes centraux abordé par les chercheurs. Nicolas Tenzer (Paris) fit un résumé critique des pratiques politiques d'aujourd'hui et souligna la faiblesse du Parlement ainsi que l'incapacité des classes politiques (fonctionnaires et élus) à s'occuper sérieusement de la

mise en pratique des réformes décidées. Erwin Teufel, président du dfi, montra lors du débat qu'un des effets positifs du fédéralisme allemand était le fait qu'on puisse disposer de l'expertise parallèle des fonctionnaires dans plusieurs Länder dans tous les champs politiques importants. A travers un processus de concertation entre les Länder, cette façon de faire permet d'atteindre une certaine qualité et durabilité des décisions. Malgré son analyse désillusionnée, Tenzer souligna – comme d'ailleurs tous les autres intervenants – qu'il y avait pour le moment une occasion à prendre pour réaliser des réformes profondes.



Présenta la première contribution au 23^{ème} colloque annuel du dfi: Nicolas Tenzer (2^{ème} à droite), président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP). A ses côtés (de gauche à droite) : Jean François-Poncet (Sénateur et ancien ministre des Affaires étrangères français), Erwin Teufel (président du dfi) et Prof. Dr. Henrik Uterwedde (directeur adjoint du dfi).

Michel Verpaux, professeur de droit public à l'Université Paris 1, rappela l'évolution de la Constitution d'un point de vue juridique. Une réforme constitutionnelle a été particulièrement importante, notamment en vue du contrôle du pouvoir et des droits démocratiques du Parlement : le droit de l'opposition parlementaire de saisir le Conseil constitutionnel et de faire examiner les projets de loi. D'un point de vue juridique, il est très intéressant d'étudier les conséquences constitutionnelles des traités européens.

Une autre question majeure concernait la capacité de réformer à l'intérieur des structures

existantes. Deux avis s'opposaient : pour les uns, les réformes ne seront pas possibles en raison de conditions générales, y compris constitutionnelles. C'est dans ce sens qu'allait l'exposé de Jack Hayward (Université de Hull), qui voyait dans le refus du libéralisme un blocage de réformes spécifiquement français, tout comme le soutenait en partie Nicolas Tenzer. Pour les autres intervenants, qui certes restaient sceptiques sur ces mêmes points, il est possible d'identifier des points concrets où des modifications seraient envisageables. Philippe Manière (Institut Montaigne) plaida contre le cumul des mandats et pour un renforcement du système parlementaire.

Cette conception sceptique, et appelant à des changements constitutionnels, était opposé à l'expérience de Jean François-Poncet et de Raphaël Hadas-Lebel (Conseil d'Etat) : la V^{ème} République a connu des réformes considérables, comme ils l'ont tous deux souligné, et celles-ci ne dépendaient pas en premier lieu du cadre constitutionnel ou de la répartition du pouvoir, mais simplement de

la volonté politique.

Par conséquent, il n'y a aucune raison, selon les deux hommes politiques français, de ne pas procéder à des réformes courageuses dans le cadre des structures existantes. Ils ont également souligné que le Président de la République, Nicolas Sarkozy, fut élu sur un programme courageux qu'il avait auparavant publié dans tous ses détails. Tandis que quelques intervenants, comme Jack Hayward, doutaient en raison des expériences des dernières décennies de la volonté de réformer, Hadas-Lebel soulignait la détermination du Président dans le dialogue avec les partenaires sociaux et sa volonté de négocier intensément avant la présentation des projets de loi.

Les trois groupes de travail parallèles (La V^{ème} République, continuité et changements ; Questions sociales, inclusions et exclusions ; Campagne électorale et discours) ont chacun abordé les différents aspects de l'évolution de la V^{ème} République ainsi que l'actualité politique en France. Comme chaque année, les interventions les plus importantes seront publiées dans notre « Frankreich Jahrbuch ».



Encore une fois cette année, beaucoup d'intérêt pour la France lors du 23^{ème} colloque annuel du dfi à Ludwigsburg.

Projet urbain, changement démographique et égalité des chances

Conférence de la Fondation Wüstenrot et du dfi à Berlin

Une première a eu lieu, le 6 juin 2007, à l'Hôtel de Ville de Berlin – sous l'égide du Maire Klaus Wowereit, qui sera pour les quatre prochaines années le plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne pour la coopération franco-allemande dans le domaine de la culture, de l'éducation et des médias. Environ 80 acteurs politiques, économiques et administratifs, qui se penchent sur les thèmes « projet urbain, changement démographique et égalité des chances », dans différentes villes de France et d'Allemagne, étaient réunis à Berlin ce jour-là. Sous le titre « France - Allemagne: dialogue entre communes », le dfi et la Fondation Wüstenrot ont tenté d'initier un dialogue sur les débats actuels qui se déroulent souvent dans des contextes strictement nationaux.

Le colloque a été financé par la Fondation Wüstenrot, qui travaille sur les thèmes du com-



Klaus Wowereit (2^{ème} à gauche), maire de Berlin et parrain de la conférence, en dialogue avec Dr. Wolfgang Bollacher (président du comité directeur de la Fondation Wüstenrot), Prof. Dr. Frank Baasner (directeur du dfi) et Dr. Stefan Krämer (Fondation Wüstenrot).

portement de la population concernant l'habitat et la vie urbaine, comme l'a exposé le président du comité directeur, Dr. Wolfgang Bollacher, à l'ouverture de la conférence. Le dfi a été chargé de la réalisation du projet, une première expertise scientifique dans le domaine « démographie et projet urbain » ayant été déjà publiée (cf. dfi aktuell 3/2006). Cette publica-

tion, en édition bilingue, analyse et évalue le développement de certaines villes de France et d'Allemagne. On peut alors observer des différences considérables, comme l'ont démontré à Berlin Stefan Krämer (Fondation Wüstenrot) et Wolfgang Neumann (dfi). Le débat des deux sociologues Jacques Donzelot, Université Paris X, et Hartmut Häußermann, Université libre de Berlin, a ensuite montré clairement que la thématique « intégration et égalité des chances » devait être prise également en considération, car il est question d'immigration, de changement démographique et de projet urbain. Les villes de France, d'Allemagne et d'Europe sont directement concernées. L'importance des enjeux politiques a été illustrée lors de la conférence par Engelbert Lütke-Daldrup (Secrétaire d'Etat au ministère fédéral des transports, de la construction et du développement urbain) et Gilles Kuntz (adjoint au maire de Grenoble). La table-ronde a été animée par le directeur du dfi, Frank Baasner.

« Ces thèmes doivent être appréhendés avant que des catastrophes ne surviennent, et qui deviennent vite irrémédiables. » (Klaus Wowereit) On gagnerait beaucoup à revitaliser les centre-villes, à les rendre plus attractifs dans le sens d'un lieu de rencontre et de coexistence des citoyens d'une ville. « Pas de défaitisme, il faut allier des analyses acharnées et une forte volonté politique. » (Frank Baasner) Il faut retenir que la présidence allemande de l'UE est effectivement parvenue, en Mai 2007, à faire adopter une charte dans les domaines du projet urbain et de l'écologie par les 27 ministres de l'urbanisme des pays membres de l'Union européenne.

Brigitte Veit veit@dfi.de

Voyage d'étude à Marseille pour journalistes allemands

Elections en France: ce séminaire pour journalistes, qui se déroula du 13 au 17 juin 2007, fut une occasion pour les participants de se faire une image personnelle et approfondie de la situation. Rarement, les voyages d'étude pour journalistes ont suscité un tel intérêt.

Marseille, qui est la deuxième plus grande ville de France, représente un bon objet d'étude car elle détient un puissant taux d'électeurs de gauche et, jusqu'à présent, un fort taux d'électeurs pour le Front National. Sans parler du taux de chômage élevé et de l'immigration, qui font de Marseille une ville représentative en ce qui concerne les problèmes d'une grande ville moderne. Les débats avec le maire de Marseille, le président par intérim de l'UMP,

Claude Gaudin, ainsi qu'avec son adversaire, le secrétaire général du PS, Eugène Caselli, ont permis aux participants d'entendre des analyses venant des deux camps, et cela avant le deuxième tour des élections législatives. Les visites d'associations (telles que des associations musulmanes ou Marseille Espérance) et de centres sociaux ont permis d'apporter un contact direct avec les acteurs sociaux. De plus, comme lors de chaque voyage, plusieurs correspondants des médias français (comme « Le Monde » ou « Marseille Hebdo ») étaient présents.

Ce séminaire fut financé par la Robert Bosch Stiftung.

Frank Baasner baasner@dfi.de

Introduction aux politiques nationale et locale à Marseille (de gauche à droite): Prof. Dr. Frank Baasner, Michel Samson (correspondant pour « Le Monde » à Marseille) et Wolfgang Neumann (dfi).



« Les élections présidentielles en France »

Une soirée au dfi avec Christian Dumon, Consul général de France

Rarement des élections françaises ont suscité un tel intérêt auprès du public allemand. Par conséquent, la curiosité fut grande après la victoire de Nicolas Sarkozy et sa prise de fonction comme sixième Président de la V^{ème} République. Environ 100 personnes ont répondu favorablement à l'invitation du dfi et du Consul général et sont venus discuter, le soir du 8 mai, dans la villa de l'Asperger StraÙe avec Frank Baasner, Henrik Uterwedde et le Consul général Christian Dumon de la situation après les élections.



Le public, lors de la soirée-débat après les résultats des élections présidentielles en France, en discussion avec (de gauche à droite): Christian Dumon (Consul général de France), Prof. Dr. Frank Baasner (directeur du dfi) et Prof. Dr. Henrik Uterwedde (directeur adjoint du dfi).

L'analyse du programme électoral du président élu était au centre du débat. Quelles réformes économiques seront réalisées les premières ? Comment sortir de la crise européenne ? Faudra-t-il adapter les institutions de la V^{ème} République, le parlement aura-t-il davantage de pouvoir ? Les réponses à ces questions, proposées par les trois intervenants, ont été le point de départ d'une discussion vivace avec le public, qui a également abordé la question de savoir quel pourrait être le futur politique de la candidate socialiste Ségolène Royal.



Grand intérêt du public sur ce sujet d'actualité: auditeurs de la soirée-débat au dfi.

Frank Baasner baasner@dfi.de

Europe, terre d'immigration

Origines, défis, chances – 9^{ème} Dialogue Franco-Allemand à Otzenhausen

Comment l'Allemagne et la France font-elles face aux questions centrales que sont l'immigration et l'intégration ? Les deux pays peuvent-ils apprendre l'un de l'autre – ou bien cette perspective commune est-elle davantage à traiter au niveau européen au sein de l'UE des 27 ? Le 9^{ème} Dialogue Franco-Allemand s'est consacré cette année au thème « Europe, terre d'immigration – origines, défis, chances » et a fait se rencontrer, les 10 et 11 mai 2007, environ 190 intervenants et invités venant d'Allemagne, de France, d'Italie, de Pologne et de la Commission européenne à l'Académie européenne d'Otzenhausen.

L'organisateur du Dialogue est la Fondation ASKO Europa. Ses partenaires sont le Centre International de Formation européenne (Berlin/Nice), l'Institut Franco-Allemand de Ludwigsburg (dfi), l'Institut de Politique Européenne de Berlin (IEP) et la chaire de politique étrangère et de relations internationales de l'université de Trèves.

L'hypothèse de départ du colloque d'Otzenhausen, selon laquelle l'Europe doit être conçue comme une terre d'immigration, a pu être vérifiée par de nombreux exemples donnés au cours du débat – en particulier en ce qui concerne la partie occidentale de l'Europe.

En revanche, l'idée que les institutions européennes pourraient (à la place des Etats membres) résoudre les problèmes qui en découlent, paraît irréaliste. Peter-Christian Müller-Graff (Université de Heidelberg) a illustré cela à l'aide du Traité d'Amsterdam, entré en vigueur en 1999 : l'UE des 15 (à l'époque) s'était mise d'accord à Amsterdam pour transférer la politique des visas et du contrôle des frontières extérieures, ainsi que la politique d'asile et la politique d'immigration, au domaine de compétence de la Communauté européenne (CE). Avec comme conséquence que la CE et les différents Etats membres peuvent réglementer l'accès au marché intérieur européen. On ne trouve en revanche que peu de conventions (européennes) traitant

d'une organisation positive de l'immigration et de l'intégration d'immigrés.

Il serait donc conseillé de recourir à ce qui a déjà fait ses preuves : les relations bilatérales franco-allemandes. « La France a fait de gros efforts, la République a bougé » a constaté le directeur du dfi, Frank Baasner, lors du plenum d'ouverture. Blaise Tchikaya, collaborateur au Haut Conseil à l'Intégration en France, a exposé les buts : on veut un projet de société qui se réfère aux idéaux de la République. Les immigrants doivent se sentir comme des citoyens avec les mêmes droits et devoirs, l'Etat veut accompagner l'intégration et céder le moins possible au hasard. Les projets allemands, qui seront présentés cet été en tant que « Plan national d'intégration », ne se basent pas sur la même logique. Néanmoins, il devrait être clair que l'Allemagne a copié quelques points sur son voisin – ce qui à l'inverse vaut sans doute aussi pour la France.

Brigitte Veit veit@dfi.de

Intégration des jeunes et égalité des chances : quel avenir pour les jeunesses allemande et française ?

Nouvelle publication: les actes de la 2^{ème} Conférence annuelle des organisations économiques et sociales françaises et allemandes.

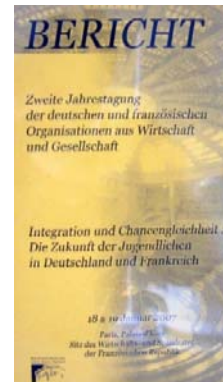
Depuis 2005 a lieu chaque année une conférence des organisations économiques et sociales françaises et allemandes, organisée par le Conseil économique et social en coopération avec le dfi et avec le soutien actif du Ministère des Affaires étrangères français. Elle s'adresse surtout aux représentants des organisations de patronat et de syndicat ainsi qu'aux grandes associations des deux pays.

Le thème de la deuxième conférence a traité de l'avenir des jeunes en France et en Allemagne

dans la perspective de l'intégration et de l'égalité des chances (cf. dfi aktuell 1/2007). On s'est particulièrement intéressé à l'école en tant qu'instrument d'intégration culturelle et sociale, tout comme à l'accès au monde du travail en tant que facteur déterminant de l'indépendance économique et de reconnaissance sociale de chaque individu. Les actes de cette conférence viennent d'être publiés et peuvent être commandés directement auprès du dfi (☛info@dfi.de).

Le prochain colloque annuel, qui aura lieu le 18 janvier 2008 de nouveau au Conseil économique et social, traitera des évolutions dans le secteur des services publics en France et en Allemagne.

Wolfram Vogel ☛vogel@dfi.de



Conseil économique et social (éd.) : Intégration des jeunes et égalité des chances : quel avenir pour les jeunesses allemande et française? 2^{ème} Conférence annuelle des organisations économiques et sociales françaises et allemandes, 18 et 19 janvier 2007, Paris, Palais

d'Iéna. - Paris: CES, 2007. - 87 p.

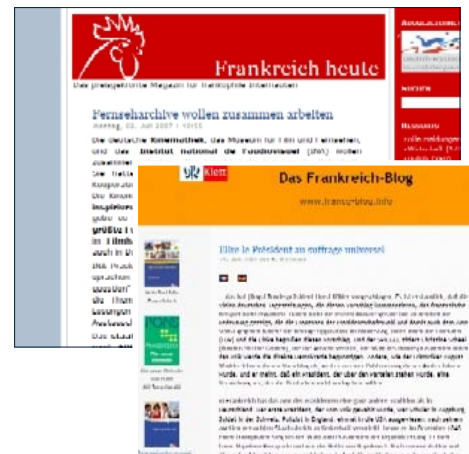
Nouveaux services sur Internet sur les thèmes de la France et des relations franco-allemandes

Il existe de multiples services sur Internet portant sur les thèmes de la France et des relations franco-allemandes. L'Institut Franco-allemand offre, sur son site Internet, une collection de liens sur ces thèmes. Trois de ces services ont été mis en ligne durant les mois derniers et se caractérisent par une grande actualité ainsi qu'une richesse de l'information ; ils seront par conséquent présentés de façon exemplaire.

Le portail de la coopération franco-allemande (☛www.deutschland-und-frankreich.de et ☛www.france-allemande.fr) est un projet mené en collaboration entre l' « Auswärtiges Amt » (Ministère des Affaires étrangères en Allemagne) et le Ministère des Affaires étrangères français et fut mis en ligne le 22 Janvier 2007. Le site totalement bilingue offre un trésor d'informations pour tous ceux qui s'intéressent aux relations franco-allemandes. L'éventail de rubriques s'étend de l'actualité à un agenda

des événements franco-allemands, en passant par une représentation détaillée et en partie illustrée de l'historique, des grands thèmes et des institutions de la coopération franco-allemande. Cela va jusqu'à la rubrique « regards croisés », dans laquelle des thèmes pertinents dans les deux pays comme « l'intégration et l'égalité des chances » ou « la politique des familles » sont abordés sous différentes approches. Par ailleurs, certains domaines du portail proposent un abonnement aux « flux RSS ».

Le journaliste Harald Schulz, qui a remporté le Prix franco-allemand du journalisme 2007 (catégorie « Internet ») pour son excellent service Web « Frankreich heute » (☛www.frankreich-heute.de) poursuit un autre objectif. Cette page donne accès à des articles courts mais détaillés en allemand, souvent basés sur la presse quotidienne et un dépouillage de plusieurs sites Internet, sur les événements politiques, sociaux, économiques et culturels en France et dans le cadre des relations franco-allemandes. Pour ces articles, il est possible de s'abonner aux flux RSS et/ou à une lettre d'information quotidienne.



divers liens, sont mis à la disposition des personnes s'intéressant à la France, le groupe cible visé étant avant tout les étudiants, élèves et enseignants. Il est également possible de s'abonner aux flux RSS pour obtenir les articles du « Frankreich-Blog ».

Sebastian Nix ☛nix@dfi.de



La page « Das Frankreich-Blog » (☛www.france-blog.info) est un service mis à la disposition du public par la maison d'édition Klett. On y trouve de nombreux articles courts portant sur les événements actuels en France et sur les relations franco-allemandes. Son éventail s'étend de la politique, au français en tant que langue étrangère, jusqu'aux sujets interculturels ou touristiques. De nombreux textes en français et en allemand, offrant pour la plupart

Deutsch-Französisches Institut

Asperger Straße 34

D-71634 Ludwigsburg

Tel +49 (0)7141 93 03 0

Fax +49 (0)7141 93 03 50

☛www.dfi.de

☛info@dfi.de

Rédaction: Sebastian Nix

Directeur de la publication:

Prof. Dr. Frank Baasner